

DÉLIBÉRATIONS



Le 27 juin 2025 à 14h38 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au C.C.A.S., 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Caroline DUTARTE

Étaient présents :

Madame Elisabeth ALAZARD, Madame Zohra AMIMI, Madame Marie DESBORDES, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Martine LELAIT, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET, Madame Mireille VACHE-PICAT

Étaient représentées :

Madame Béatrice BOCHET ayant donné pouvoir à Madame Mireille VACHE-PICAT
Madame Geneviève LARMARAUD ayant donné pouvoir à Madame Martine LELAIT
Madame Amèle MANSOURI ayant donné pouvoir à Madame Zohra AMIMI
Madame Félicie RENON ayant donné pouvoir à Mme Madame Elisabeth ALAZARD
Monsieur Jean DE BEIR ayant donné pouvoir à Madame Marie DESBORDES,
Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE,

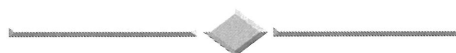
Étaient excusées :

Madame Marie-Françoise MARCASSIN, Madame Katherine COEUFF,

Secrétaire de séance :

Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 20 juin 2025



DÉLIBÉRATIONS

5 DEMANDE DE SUBVENTION AUPRÈS DU DÉPARTEMENT 76 POUR L'ACQUISITION DE PETITS ÉQUIPEMENTS DANS LES RÉSIDENCES AUTONOMIE

MESDAMES, MESSIEURS,

Dans le schéma départemental de l'autonomie 2018-2022, le Département de la Seine Maritime s'est engagé à renforcer la qualité des accompagnements sociaux et médico-sociaux. A cet effet, il entend concourir au quotidien à améliorer le cadre et le confort de vie en établissement.

Le Conseil Départemental réuni le 10 mars 2022 a décidé de pérenniser le dispositif d'aide à l'investissement mobilier (travaux d'aménagement et petits équipements) destiné aux E.H.P.A.D., résidences autonomie et établissements et services accueillant des personnes en situation de handicap.

Nature et objectif de l'aide :

Le dispositif d'aide a pour objectif de financer des aménagements et équipements concourant à :

- Prévenir la perte d'autonomie,
- Améliorer le confort de vie,
- Améliorer les conditions de travail.

Conditions financières et versement :

Un dossier de demande de subvention par établissement et par objectif.

La subvention exceptionnelle sera versée dans la limite de 20 000 € par établissement avec une participation minimale de 20 % du C.C.A.S.

Le délai de dépôt des demandes de subvention est fixé au 31 mars 2025.

Le bénéficiaire dispose d'un an à compter de la date d'attribution pour démarrer son projet (transmission d'un bon de commande ou ordres de service).

La dernière facture doit être datée de moins de 3 ans à compter de la date d'attribution et la demande de solde devra intervenir dans les 6 mois suivants.

La subvention est versée au prorata (80 %) des factures présentées certifiées acquittées dans la limite de l'aide attribuée.

Description des projets :**1- Prévenir la perte d'autonomie**

De nombreuses actions sont de nature à prévenir la perte d'autonomie. La crise sanitaire a, par ailleurs, mis en exergue un besoin d'équipements nécessaires et l'enjeu est désormais de permettre aux résidents de préserver les liens familiaux et sociaux, de favoriser la stimulation cognitive, d'accéder à des activités physiques et de bien-être (ou détente), facteurs essentiels à la prévention de la perte d'autonomie.

Proposition pour la résidence autonomie Bonvoisin :

- Petits électroménagers : **313,25 € TTC**
- 2 micros : **99,99 € TTC**

Proposition pour la résidence Rose des Sables :

Acquisition de plusieurs jeux en bois : **477,90 € TTC**

- Matériel de jardinage : **343,44 € TTC**
- Sièges pliants : **207,92 € TTC**

DÉLIBÉRATIONS

Proposition pour la résidence autonomie Trianon :

- Acquisition de plusieurs jeux en bois : **610,90 € TTC**
- Sièges pliants en tissu : **256,43 € TTC**
- Enceinte Sono : **459,98 € TTC**
- Vidéoprojecteur : **938,99 € TTC**
- Acquisition d'une cuisinière : **449,99 € TTC**

2- Améliorer le confort de vie :

Améliorer le cadre de vie des résidents que ce soit pour le bien-être ou favoriser les espaces conviviaux (accueil des familles ou lien social entre résidents) et développer les activités en extérieur.

Proposition pour la résidence autonomie Bonvoisin :

- Acquisition d'un fauteuil relax : **505,20 € TTC**
- Acquisition d'un tableau blanc mobile : **469,82 € TTC**
- Présentoir : **314,67 € TTC**
- Lit pliant et housse : **465,02 € TTC**

Proposition pour la résidence autonomie Saint-Filleul :

- Parasol : **756,14 € TTC**
- Dévidoir/tuyau et kit d'arrosage : **398,10 € TTC**
- Porte manteau et porte parapluie : **388,06 € TTC**
- Présentoir pied bois : **314,67 € TTC**
- TV : **1 220,40 € TTC**

Proposition pour la résidence autonomie La Rose des Sables :

- Voiles ombrage : **249,36 € TTC**
- Parasols et housses de protection : **1 887,55 € TTC**
- Tables basses : **568,00 € TTC**
- Fauteuils confort : **3 110,40 € TTC**
- Tableau blanc rotatif : **649,00 € TTC**
- Présentoir : **312,43 € TTC**

3- Améliorer les conditions de travail du personnel :

Des investissements de nature à prévenir les troubles musculosquelettiques, à optimiser la gestion administrative, ou encore à réduire l'encombrement des locaux et prévenir les risques de chutes peuvent être financés.

Proposition pour la résidence autonomie Bonvoisin :

- Bureau : **851,57 € TTC**
- Massicot et plastifieuse : **414,90 € TTC**
- Smart TV : **504,00 € TTC**

Proposition pour la résidence autonomie Saint Filleul :

- Boites de rangement : **853,58€ TTC**

Proposition pour la résidence autonomie La Rose des Sables :

- Bacs de rangement : **777,00 € TTC**
- Support mural TV : **66,60 € TTC**

DÉLIBÉRATIONS

Montants totaux par établissement :

	Dépenses (HT)	Dépenses (TTC)	Subventions sollicitées (80% du HT, plafond 20 000€/résidence)	Autofinancem ent (20% minimum)
Résidence Rose des Sables	7 238,00 €	8 649,60 €	5 790,40 €	2 859,20 €
Résidence Saint Filleul	3 232,09 €	3 930,95 €	2 585,67 €	1 345,28 €
Résidence Bonvoisin	3 216,56 €	3 938,42 €	2 573,25 €	1 365,17 €
Résidence Trianon	2 257,78 €	2 716,29 €	1 806,22 €	910,07 €
TOTAL	15 944,43 €	19 235,26 €	12 755,54 €	6 479,72 €

Lesdits dossiers de demande de subvention sont annexés à la présente délibération.

Le Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen est invité à se prononcer sur l'opportunité de solliciter des subventions pour un montant total de **12.755,54 €** auprès du Département de Seine Maritime.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU la Loi n° 2002-2 du 02 janvier 2002, rénovant l'action sociale et médico-sociale,

VU la Loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment l'article R.123-20,

VU le Schéma Unique des Solidarités du Département de la Seine-Maritime 2023-2027,

VU la Délibération du Conseil Départemental du 10 mars 2022 pérennisant le dispositif d'aide à l'investissement mobilier destiné aux E.H.P.A.D., résidences autonomie et établissements et services accueillant des personnes en situation de handicap.

CONSIDÉRANT le dispositif d'aide à l'investissement du Département de la Seine Maritime visant à améliorer le cadre de vie des résidents des résidences autonomie,

CONSIDÉRANT les besoins d'équipements identifiés pour les résidences autonomie en matière de prévention de la perte d'autonomie, d'amélioration du confort de vie des résidents, et des conditions de travail des personnels.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à :

1. Solliciter une subvention de **12 755,54 €** auprès du Département de Seine Maritime dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement,

DÉLIBÉRATIONS

2. Signer tous les documents s'y rattachant,
3. Inscrire les dépenses aux comptes 2181 « Installations générales, agencements, aménagements divers » et 2188 « Autres immobilisations » et les recettes provenant de la subvention au compte 1392 « Subventions d'investissement - Collectivités » des budgets concernés.

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME
Pour le Président et par délégation



Varès, 2005, 10/10/05
Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Madame la Directrice du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.